



Une aussi « bonne frontière »

PRINTEMPS 1976: le Liban est en état de guerre, l'armée s'est fragmentée et l'Etat lui-même est devenu une fiction juridique. Dans le sud du pays, Israël jette son dévolu sur quelques villages chrétiens en leur offrant aide et protection contre un environnement majoritairement musulman chiite où l'alliance entre la Résistance palestinienne et la gauche libanaise reste solide. C'est le début de la politique de la « bonne frontière », officiellement annoncée le 19 juillet par... M. Shimon Pérès, alors ministre de la défense.

Printemps 1996: le Liban a retrouvé depuis cinq ans la paix intérieure. On ne parle plus de « bonne frontière » mais d'une « zone de sécurité », en fait un régime d'occupation à peine déguisée qui enserré toute la région frontalière du Liban sud. Dans cet intervalle de vingt ans, bien des choses ont changé, surtout dans la foulée des deux invasions israéliennes d'envergure lancées en 1978 et 1982. Les enjeux ont plusieurs fois varié.

Quand Israël ouvre la « bonne frontière », en 1976, il s'agit principalement de miner l'assise territoriale de l'OLP, tout en prenant un gage sur l'avenir. Mais l'espace libanais où Israël a pris l'habitude d'intervenir militairement n'est pas neutre. Dans la guerre menée depuis la fin des années 60, à coups d'incursions terrestres et de bombardements aériens, le Liban est lui-même un objet de la stratégie israélienne. Non seulement parce que l'objectif recherché est de déstabiliser ce pays, à défaut d'avoir pu monter sa population contre les Palestiniens, mais aussi parce que les dirigeants israéliens de l'époque ont hérité d'un intérêt constant pour ce territoire voisin.

Dès les débuts du projet sioniste, en effet, le Liban sud fut un territoire convoité, notamment pour ses ressources hydrographiques. Les premières projections territoriales du futur État juif intégraient la partie méridionale de ce qui allait devenir l'État libanais, jusqu'à la rivière Awali, à quelques kilomètres de la ville de Saïda¹. Ce tracé fut d'ailleurs soumis par l'Organisation juive mondiale à la conférence de

¹ Avner Yaniv, *Dilemmas of Security, Politics, Strategy and the Israeli Experience in Lebanon*, Oxford University Press, 1987, p. 28.



Versailles, en 1919, mais sans succès. L'établissement des mandats, britannique sur la Palestine, français sur le Liban et la Syrie, puis la délimitation des frontières syro-palestinienne et libano-palestinienne par les deux puissances mandataires, en 1923, fermèrent le dossier.

Une autre source d'intérêt tenait à la perception sioniste de l'entité libanaise instituée en 1920. Cette perception se caractérisait par une survalorisation du particularisme maronite (catholiques libanais) et, partant, des possibilités d'alliance entre les deux « minorités ». Quelques personnalités maronites de second plan — oubliant que, à la différence des juifs d'Europe centrale venus faire les « pionniers » en Palestine, les chrétiens au Liban faisaient partie du tissu humain et culturel du monde arabe dont ils n'avaient pas peu contribué à la régénération de la langue — se laissèrent tenter par des contacts après l'établissement de l'État d'Israël. En 1950, un responsable du parti phalangiste reçut même une petite subvention des services israéliens, quoique sans suites sérieuses².

A cette époque, David Ben Gourion semblait sérieusement tenté de donner corps aux anciennes convoitises territoriales sionistes en même temps qu'à un redécoupage du Liban. Une semaine seulement après la proclamation de l'État d'Israël, il notait dans son journal qu'au lieu du Liban islamo-chrétien, un État chrétien devrait être créé qui s'étendrait jusqu'au Litani, lequel deviendrait la frontière d'Israël³. Quelques années plus tard, il reprit le même raisonnement devant un Moshé Sharett assez réticent, avec le soutien de Moshé Dayan, alors chef d'état-major⁴. Ce dernier soutint devant le même Sharett qu'il suffirait qu'un « simple major » de l'armée libanaise fasse appel à Israël pour que celui-ci intervienne au Liban et procède au redécoupage souhaité.

Puis Ben Gourion alla jusqu'à faire part de ces idées aux responsables politiques français, Guy Mollet et Christian Pineau⁵, lors de la rencontre secrète de Sèvres, qui prépara l'attaque tripartite contre l'Égypte en 1956. Mais l'échec politique de la campagne de Suez

² Voir l'article de Benny Morris dans le *Jerusalem Post Magazine*, 1er juillet 1983.

³ En date du 21 mai 1948. Cité in Michel Bar-Zohar, *Ben Gurion, The Armed Prophet*, Englewood Cliffs, 1968, p. 130.

⁴ Moshé Sharett, ministre des affaires étrangères en 1948, remplaça David Ben Gourion au poste de premier ministre entre octobre 1953 et novembre 1955. Redevenu ministre des affaires étrangères à cette date, dans le gouvernement présidé par Ben Gourion, il fut évincé en juin 1956. Ces idées ont été notées par Moshé Sharett dans son journal, dont quelques extraits ont été traduits en anglais par Livia Rokach, sous le titre *Israel's Sacred Terrorism*, AAUG, Belmont, Mass., 1980.

Voir aussi les extraits publiés en français par *Le Monde diplomatique*, décembre 1983.

⁵ Voir le compte-rendu de la réunion de Sèvres que donne Abel Thomas, l'architecte de la campagne de Suez, in *Comment Israël fut sauvé*, Paris, Albin Michel, 1978, p. 170.



et la dynamique ascendante du nationalisme arabe firent que ces projets de redistribution géopolitique n'eurent pas de lendemain. L'intérêt israélien pour le Liban, notamment pour les ressources hydrauliques du Sud, se ranima cependant dans les années 60, au moment où se posa le problème du détournement des eaux du Jourdain. Des menaces furent alors brandies contre les travaux libanais de développement des affluents du Jourdain.

Il serait assurément abusif de considérer cet arrière-plan historique comme la clé du comportement israélien au Liban. On ne saurait pour autant l'ignorer. Non qu'il soit la trame de quelque machination tracée à l'avance, mais il agit comme une grille qui configure dans une large mesure la perception qu'Israël a de l'espace libanais, de l'action qu'il doit y développer et des ruptures qu'il peut y produire.

Cette perception, on va la voir à l'oeuvre après l'effondrement de l'État libanais dans la guerre qui éclate en 1975 et que les attaques israéliennes répétées contre le sud du Liban n'ont pas peu contribué à accélérer. Si, dans une première phase, Israël se contente de vendre des armes aux partis chrétiens, il devient à partir de mars 1976 un acteur à part entière de la guerre libanaise, et ce grâce à trois leviers : l'établissement de contacts politiques au plus haut niveau avec les partis chrétiens ; le « *dialogue de la dissuasion* »⁶ entamé avec la Syrie, alors alliée de ces mêmes partis chrétiens et dont l'armée intervient massivement au Liban en juin, mais suivant certaines « lignes rouges » ; enfin la « bonne frontière ».

Les « casques bleus » en porte-à-faux

C'EST en jouant de ce dernier levier qu'Israël relance la guerre au moment où la fin des combats est à l'ordre du jour dans le Liban central. Durant le mois d'octobre 1976, les milices armées et encadrées par Israël dans les trois enclaves chrétiennes de la zone frontalière se lancent à l'offensive contre les forces communes de l'OLP et du Mouvement national libanais. Après avoir occupé la petite ville de Marjeyoun, elles étendent progressivement leur emprise, avec l'objectif d'établir une continuité territoriale entre les enclaves. Mais, après des succès initiaux, elles se heurtent à une contre-offensive palestinienne, en avril 1977, menée avec l'appui de la Syrie. Entre-temps, Damas, réconcilié avec l'OLP, avait pu éprouver la précarité de sa situation au Liban quand il lui fallut, en janvier, céder aux pressions israélienne et

⁶ Selon l'expression du chercheur israélien Yair Evron, *War and Intervention in Lebanon. The Israeli-Syrian Deterrence Dialogue*, Londres, Croom Helm, 1987.



américaine en rappelant une unité qui avait fait mouvement en direction de la ville de Nabatieh. A cette occasion, on découvrit que la fameuse « ligne rouge » n'était pas située sur la rivière Litani, comme le veut encore une opinion reçue, mais plus au nord.

La situation restera tendue dans le sud du Liban, avec une tendance nette à l'escalade, encore plus marquée après l'arrivée au pouvoir en Israël du Likoud en juin 1977. A l'époque, la nouvelle administration américaine du président Carter cherche à relancer la conférence de Genève, et le sud du Liban devient le champ de bataille du Proche-Orient. La visite du président égyptien Sadate en Israël, en novembre, provoque un apaisement provisoire, mais la paix séparée égypto-israélienne induit très vite une nouvelle escalade.

En mars 1978, l'armée israélienne déclenche une invasion de grande envergure – avec l'objectif déclaré d'établir une « ceinture de sécurité » le long de la frontière – et pousse jusqu'au Litani, quand le Conseil de sécurité de l'ONU décide l'envoi d'une force de paix, la Finul. Mais celle-ci n'a pas le pouvoir d'imposer le retrait israélien, elle n'a pour mission que de le « confirmer ». Or, de retrait israélien total, il n'est pas sérieusement question. Si l'armée juive évacue une partie de la zone occupée, en deux étapes, à la date annoncée pour le retrait final, elle confie une large bande frontalière à la milice alliée du commandant Saad Haddad.

Les « casques bleus » se retrouvent dès lors en porte-à-faux. Au lieu de constituer une force tampon à la frontière, ils ne contrôlent qu'une zone d'opérations réduite que les Israéliens peuvent facilement enjamber pour frapper les forces palestiniennes. Mais Israël ne fait pas seulement la guerre à l'OLP. En faisant proclamer un « État du Liban libre », en mars 1979, par le commandant Saad Haddad, dont la milice devient l'« armée du Liban libre », Israël témoigne de sa volonté de peser sur le devenir libanais, au moment où il entretient une alliance appelée à un grand avenir avec les Forces libanaises de Bachir Gemayel⁷.

Le sud du Liban restera une zone de tension permanente jusqu'en juillet 1981. A cette date, un « arrangement », conclu entre Israël et l'OLP sous l'égide de l'ONU et grâce à une intervention américaine, met un terme à deux semaines de violents combats, qui ont culminé dans les bombardements aériens de Beyrouth et la destruction des ponts du Sud par l'aviation israélienne. Le cessez-le-feu qui s'ensuivra durera jusqu'au printemps 1982. Tel Aviv, qui prépare une nouvelle invasion –

⁷ Cf Samir Kassir, *La Guerre du Liban. De la dissension nationale au conflit régional*, Karthala/ Cermoc, Paris, 1994.



et ne se prive pas de le faire savoir –, rompt le cessez-le-feu, ce qui amène l'OLP à riposter sur le nord de la Galilée. Ce scénario se répète le 4 juin 1982 quand les Israéliens tirent argument de l'attentat contre leur ambassadeur à Londres pour lancer un barrage d'artillerie sur le Liban sud.

Le surlendemain, 6 juin, ils lancent la grande invasion. Le 13 juin, Beyrouth-Ouest est encerclé. Au bout de deux mois, et en vertu d'une « médiation » américaine, les combattants de l'OLP quittent Beyrouth. Mais les Israéliens ont également atteint leurs objectifs libanais en faisant élire leur allié Bachir Gemayel à la présidence de la République. Ce dernier n'exercera toutefois jamais ses fonctions : il est assassiné le 14 septembre. Son frère Amine, qui n'a pas les mêmes liens avec Israël, lui succède. Entre-temps, l'armée israélienne a pénétré à Beyrouth-Ouest, où les massacres de Palestiniens à Sabra et Chatila provoquent le retour de la force multinationale.

Au nouveau président, les Israéliens entendent imposer la signature d'un traité de paix. Grâce à la pression exercée par leurs alliés des Forces libanaises et à l'intervention des Etats-Unis, ils obtiennent la signature, le 17 mai 1983, d'un accord qui s'en rapproche. Mais le renversement de situation sur le front intérieur au Liban provoque une abrogation de cet accord. Pendant ce temps, Israël, qui occupe tout le Liban sud jusqu'à Saïda, doit faire face à une résistance armée organisée, lancée dès l'occupation de Beyrouth, en même temps qu'à une révolte populaire quasi permanente.

Pour l'armée israélienne, le prix à payer est très lourd⁸. Assez pour que le gouvernement de coalition Likoud-travailleurs présidé par M. Shimon Pérès décide de se retirer du Liban sud. Pas entièrement, toutefois. Après avoir évacué Saïda, puis Tyr et Nabatieh, Israël redéfinit la « zone de sécurité » confiée à l'Armée du Liban sud (ALS) qui succède ainsi à l'Armée du Liban libre. Haddad, décédé, est remplacé par le général en retraite Antoine Lahad.

Dans cette nouvelle « zone de sécurité » qui englobe Jezzine, une petite ville à population chrétienne proche de Saïda, l'année israélienne maintient une occupation déguisée, mais à peu de frais pour elle. La résistance connaît un passage à vide. Les partis de gauche, qui l'animaient avant 1985, ont été évincés par le mouvement Amal qui

⁸ Voir Samir Kassir, « La résistance à l'occupation israélienne s'amplifie », *Le Monde diplomatique*, mai 1983, et « L'élan de la résistance dans le sud du Liban », *Le Monde diplomatique*, octobre 1984 ; voir aussi le dossier publié dans la *Revue d'études palestiniennes*, n° 16, été 1985.



entend ériger le Sud en chasse gardée. La mouvance islamiste, qui avait déjà contribué à la lutte contre l'occupation et s'est regroupée en 1986 sous le nom de Hezbollah, prend le relais. Mais si la résistance se fait plus spectaculaire, elle reste moins efficace. Pendant des années, en effet, l'ALS suffira pour contenir son action, d'autant qu'à l'intérieur de la « zone de sécurité » la population, tant chrétienne que musulmane, paraît se résigner.

Les Israéliens semblent alors se contenter de cette fonction de zone tampon et ne cherchent plus vraiment à peser sur le devenir interne du Liban. Même après la fin de la guerre dans le Liban central, en 1990, et la confirmation de la tutelle syrienne sur le pays, Israël ne manifeste pas la volonté d'utiliser la zone de sécurité à des fins de déstabilisation, comme dans les années 70. Si l'Etat juif garde des vues sur les eaux du Sud, il affirme n'avoir aucune ambition territoriale. Au cours, de l'une des sessions de négociations avec le Liban, à Washington, au printemps 1993, il fait même un pas vers l'acceptation de la résolution 425 du Conseil de sécurité.

Plus encore, Israël semble disposé à admettre la pérennité de l'emprise syrienne, et le chef du gouvernement, Itzhak Rabin, ira jusqu'à dire publiquement qu'il préférerait voir l'armée syrienne à la frontière israélo-libanaise plutôt que sur le Golan. En échange, Israël compte évidemment sur des arrangements de sécurité durables en même temps que sur l'élimination du Hezbollah. Surtout, il table sur la conclusion de la paix syro-israélienne.

Pourtant, l'option de la déstabilisation n'est pas définitivement abandonnée, comme on l'a vu au cours de la récente opération « Raisins de la colère ». Et le risque est réel qu'avec la persistance de l'impasse avec la Syrie, la déstabilisation du pays du Cèdre redevienne le principe moteur de la politique israélienne au Liban.

Samir Kassir*

* Journaliste et historien (Beyrouth), auteur de *La Guerre du Liban : de la dissension nationale au conflit régional (1975-1982)*, Karthala/ Cermoc, Paris, 1994.



Id-Reference	96-Pr-000601
Media (Support)	HC
Title	Une aussi « bonne frontière »
Subtitle	
Section	
Language	Français
Source	Le Monde Diplomatique
Page	
Date	Juin 1996
Author	Samir Kassir
Co-Author	
Keywords	
Persons	Shimon.Pérès – David.Ben.Gourion – Moshé.Sharett – Moshé.Dayan – Guy.Mollet – Christian.Pineau – Jimmy.Carter – Anwar.Sadate – Saad.Haddad – Bachir.Gemayel – Amine.Gemayel – Antoine-Lahad – Itzhak.Rabin
Locations	Liban – Israël – Palestine – rivière.Awali – Saïda –Syrie – Europe – Litani –Egypte – Suez – Tyr – Jourdain – Marjeyoun – Nabateih – Proche.Orient – Etats.Unis – Tel.Aviv – Galilée – Londres – Jezzine – Golan
Dates	1976 – 1919 – 1923 – 1920 – 1950 – 1956 – 1993 - .. :03:1976, .. :10 :1976, .. :04 :1977, 1990 – 1977, .. :03 :1978, .. :03 :1979, .. :07 :1981 – 1985 – 1986 – 1982 – 6 :06 :1982, 13 :06 :1982, 14 :09 :1982, 17 :05 :1983
Themes	Printemps.1976 – guerre.1975 – année – Sud.Liban – chrétiens – musulmans – chiite – Résistance.Palestinienne – politique."bonne.frontière" – printemps.1996 – "zone.sécurité" – invasion.Israélien.1978 – O.L.P – Palestiniens – stratégie.israélienne – projet.sioniste – Etat.juif – Liban – Israël – conférence.Versailles – organisation.juive.mondiale – ressources.hydrographiques.maronite – monde.arabe – parti.phalangiste – convoitises – territoriales.sionistes – David.Ben.Gourion – frontière.Israël – rencontre.Sèvres – nationalisme.arabe – attaques.israéliennes – partis.chrétiens – guerre.libanaise – milices.armées – Mouvement.National Likoud – pouvoir.israël – conférence.Genève – Beyrouth Proche.Orient – paix.égypto.israélienne – Conseil.sécurité – ONU Finul – armée.juif milice.allie.command. – Saad.Haddad –



	"casques.bleus" – "état.Liban.libre" – Forces.libanais – Béchir.Gemayel – invasion 1982 – Beyrouth.Orient – combattants.OLP – massacres.Sabra.Chatila – Etats.Unis – paix – accord.17 mai – parti.travailliste – Armée.Liban.Sud – mouvement.Amal – mouvance.islamiste –confirmation.tutelle.syrienne négociation – résolution 425 – Conseil.sécurité – "Raisins.colère".
Subject	Dès les débuts du projet sioniste, en effet, le Liban sud fut un territoire convoité, notamment pour ses ressources hydrographiques.